

Relations Togo-Russie

Robert Dussey et Serguei Lavrov ensemble pour un renforcement de la coopération entre les deux pays

Le professeur Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur a eu des échanges avec son homologue Russe Serguei Lavrov...



PAGE 3

DIASPORA TOGOLAISE



A Pékin

L'ASETOC a tenu son AG annuel samedi dernier

L'Association des Stagiaires et Etudiants Togoais en Chine (ASETOC) a tenu son AG annuelle ce samedi 16 Août 2019 au siège de l'Ambassade du Togo en Chine (à Pékin). Plusieurs Togolais...

PAGE 2

ECONOMIE



Investissement

Un investisseur étranger « intéressé à reprendre » l'usine textile de Datcha

Une délégation togolaise composée du ministre en charge du Commerce et de l'Industrie, de la secrétaire d'Etat en charge du Climat des affaires et du président de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo,...

PAGES 5

Festival Sica

Le tandem Toofan toujours et encore !

La 13ème édition du Festival « Stars de l'intégration culturelle africaine (Sica) », prévue en avril prochain, au Palais du peuple de Conakry (Guinée),...

PAGE 9



Facilitation de la crise politique

« La médiation est terminée », note le facilitateur Nana Akufo-Addo

Beaucoup de Togolais se demandent sûrement où en est la Cedeao avec la médiation de la crise politique qu'a connue le Togo en 2017. Selon le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, l'un des facilitateurs mandatés par la Cedeao, « la médiation est terminée ». Cette révélation a été faite dans une interview qu'il a accordée hier dimanche aux confères de Rfi, TV5 Monde et le journal Le Monde, dans l'émission Internationales

PAGE 4

EDITO

je m'appelle « Saint Pérégrin »

La dénomination du futur hôpital de référence que va abriter le Togo : « Hôpital Saint Pérégrin », a déclenché un vif débat suscitant de nombreuses questions sur le processus d'attribution des noms aux infrastructures urbaines, aux choix et critères auxquelles répondent ces attributions, etc. Rarement une attribution de nom à une infrastructure sanitaire de cette portée, aura à ce point focalisé l'attention des médias, des commentateurs via les réseaux sociaux et de l'opinion en général. Fallait-il ou non choisir un nom importé, qui laisserait entendre que l'Etat togolais ne s'emploie pas suffisamment pour promouvoir l'identité nationale, la culture ou le patrimoine togolais ou que le gouvernement est trop extraverti ? ...

PAGE 3

Prévisions de l'économie togolaise en 2019

De bonnes perspectives selon le représentant résident du FMI

L'économie togolaise pourrait bien retrouver toute sa vivacité en 2019, selon le représentant résident du Fonds monétaire international (FMI) du Togo, Sampawende Jules Tapsoba.



PAGE 2



SOMMAIRE

Mise en œuvre du PND
**Saint Pégrin ou la poursuite
de la refondation du système de
santé togolais**



P 4

Politique et stratégie industrielle du Togo
**Vers l'élaboration d'un nouveau
document**



P 5

Bracelet à la cheville
Entre la mode et la culture



P 9

Madagascar
**Des proches de l'ancien
président aux arrêts**



P 10

Prévisions de l'économie togolaise en 2019

De bonnes perspectives selon le représentant résident du FMI

L'économie togolaise pourrait bien retrouver toute sa vivacité en 2019, selon le représentant résident du Fonds monétaire international (FMI) du Togo, Sampawende Jules Tapsoba.

Après la crise politique qui l'a mise à genoux en 2017, l'économie togolaise est en train de renouer progressivement avec la croissance depuis 2018. La plupart des indicateurs sont en train de passer au vert aujourd'hui, selon le représentant résident du FMI au Togo, qui a organisé un petit déjeuner de travail avec quelques journalistes, le vendredi 15 février dernier à Lomé. Avec la négociation de

l'accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (Fec) négociée avec le Togo et la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes, l'économie togolaise a bien évolué de 2017 à 2018. La dette publique du Togo par rapport à son PIB qui était de 81% en 2017 avant la négociation de l'accord de la FEC est passée à 74% en 2018. Toujours en 2018, le Togo a pu réaliser un taux de croissance de

4,7 %, avec une inflation de 0,9% et un déficit public global de 5,3%. Les grandes entreprises, principalement, celles tournées vers l'exportation se portent bien depuis 2018, note M. Tapsoba.

De bonnes perspectives

Si la dynamique actuelle de l'économie togolaise se poursuit toute l'année, et si le pays ne renoue pas avec la crise politique, les autorités peuvent espérer



Sampawende Jules Tapsoba

une croissance de 5% et une dette publique de 69% en 2019, soit en dessous

de la barre des 70% de l'Uemoa.

Rachidou Zakari

Diaspora togolaise

L'ASETOC a tenu son AG annuel samedi dernier à Pékin

L'Association des Stagiaires et Etudiants Togoais en Chine (ASETOC) a tenu son AG annuelle ce samedi 16 Août 2019 au siège de l'Ambassade du Togo en Chine (à Pékin). Plusieurs Togolais venus de plusieurs villes chinoises ont fait le déplacement de Pékin pour prendre part à cette rencontre devenue tradition pour l'association.



Photo d'ensemble des participants à l'AG

Créée le 15 Août 2014 à Pékin, sous l'initiative de jeunes étudiants togolais résidant en terre chinoise, l'Association des Stagiaires et Etudiants Togoais en Chine (ASETOC) est une association à but non lucratif et apolitique regroupant les étudiants et stagiaires togolais en République Populaire de Chine. L'objectif de l'association est de jouer le rôle de porte-parole

de tous les stagiaires et étudiants togolais vivant en République Populaire de Chine auprès des autorités Togolaises, établir un climat de fraternité entre les togolais vivant en Chine, promouvoir la culture togolaise partout où besoin se présente. Comme plusieurs associations, l'ASETOC tient des Assemblées Générales annuelles en vue de faire le point de ses activités et renouveler

son bureau. Cette année, c'est la capitale chinoise qui a été choisi pour abriter l'AG. C'est ainsi que samedi dernier, une cinquantaine de Togolais venus de plusieurs villes chinoises comme Harbin, Nanjing etc ont fait le déplacement de Pékin pendant que ceux qui n'ont pas pu se déplacer suivaient le déroulé en direct sur la plate-forme de cette association qui allie pragmatisme et modernité. Au menu

de l'AG : présentation -bilan du bureau sortant présidé par M. Alex NADJAK, Doctorant en Technologie des Sciences appliquées, élection d'un nouveau bureau, partage de mets togolais et ambiance fraternelle entre les fils et filles du 228 présents dans la salle de conférence de l'Ambassade du Togo en Chine.

Dans son discours d'ouverture de la rencontre, le Conseiller-Chargé d'affaires de l'Ambassade M. ABINA Nésitang a rappelé l'importance du vivre ensemble cher aux autorités togolaise et au chef de l'Etat. Il a invité les membres de l'association et tous les participants à l'AG a toujours œuvré dans le sens de l'union, de la compréhension qui les a toujours caractérisé jusqu'à ce jour. Il

poursuivit en appelant les étudiants de l'association pour la plupart boursiers de l'Etat à travailler ardemment et à acquérir en expériences chinoises pour les mettre au service du Togo, à leur retour.

Rappelons que le nouveau bureau qui sera présidé par M. Gnitou Tchalim Gnim a promis poursuivre dans la même logique que les fondateurs de l'association et les précédents bureaux, travailler à encore innover et à permettre un vivre ensemble très harmonieux aux étudiants et stagiaires togolais vivant en République Populaire de Chine. L'AG s'est achevée dans une ambiance très conviviale au rythme du terroir.

**Une contribution de
Hervé Tévénim**



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG.LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavé: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCY
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

EDITO

...Le débat faisait rage déjà la veille du lancement des travaux de cet hôpital, dès que les visuels de promotion de l'activité du lancement circulaient, et continue par faire couler encre et salive au sein de nombreuses plateformes de discussions. Ce débat devrait renvoyer à un débat plus global qui s'intéresserait au nom donné par les pouvoirs publics aux infrastructures publiques en général dans tout notre pays. Mais pour revenir à cette question même, ce débat - qui n'a pas lieu d'être de notre point de vue - nous estimons que cette attitude

de certains Togolais qui répond à une volonté de défendre et d'illustrer les langues, les cultures, les identités, la mémoire, etc. de notre pays ou de l'Afrique, jusqu'alors occultées ou méprisées par l'Occident, n'est pas mauvaise. Mais elle est réductrice, dans un aujourd'hui qui veut que l'on accepte le passé et de mieux se préparer pour demain. Tout cela en acceptant, en s'ouvrant à d'autres cultures. Mais ces arguments qui pouvaient apparaître comme la manifestation d'un nationalisme culturel et que l'on peut remonter à plusieurs mouvements comme la négritude par exemple, sont vite battus en brèche, car aucune culture ne se développe en

s'enfermant dans des cloisons ou en promouvant l'autarcie. Aujourd'hui, la culture, comme la santé, comme le patrimoine, le social....appartiennent au même registre du développement durable avec la transversalité comme dénominateur commun. S'accrocher à un tel débat, c'est comme, on demandait pourquoi nous exprimons-nous en Français, en Anglais, en Espagnol....alors que nous sommes Africains ? C'est comme on se demandait pourquoi ici comme ailleurs, le Soleil se lève toujours à l'Est...ou pourquoi les couleurs peuvent renvoyer à la même connotation dans plusieurs et différentes cultures. La force des symboles devrait

nous édifier et nous élever pour dépasser ces querelles limitatives ? Donner un nom aux lieux, est un acte qui peut correspondre à des choix politiques et idéologiques, baptiser un Centre de santé - qui se veut une référence sur la cartographie africaine voire mondiale des hôpitaux - suppose a priori d'aider les malades, leurs familles et proches où qu'ils trouvent à se repérer par rapport à un tissu de centres de soins généralement préexistant à l'infrastructure à ce qui va se construire au Togo. Dans un certain nombre de cas, l'identité culturelle, patrimoniale, s'impose en effet. Dans d'autres cas comme

celui-là - donner un nom au lieu a cependant impliqué des choix et l'expression de valeurs conscientes ou inconscientes, dont témoignent par exemple la mise en valeur différenciée des personnages, des options linguistiquement connotées, etc.

Finalement, le nom « Saint Pérégrin » de Saint Pérégrin Laziosi, ou Pellegrino Laziosi, ce religieux italien né à Forlì en Italie vers 1265 et mort le 1er mai 1345, reconnu mondialement comme le saint patron des malades incurables, peut conforter ce lieu et conduire à un marquage ou un « marquage » de cet hôpital.

Dieudonné Korolakina

Relations Togo-Russie

Robert Dussey et Serguei Lavrov ensemble pour un renforcement de la coopération entre les deux pays

Le professeur Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur a eu des échanges avec son homologue Russe Serguei Lavrov samedi dernier. Ce fut à l'occasion de la Conférence de Munich sur la sécurité. Plusieurs sujets ont été au centre de leurs discussions.

Le Togo a toujours maintenu de bonnes relations avec tous les pays membres des Nations unies dont la Russie malgré la géopolitique qui évolue rapidement. C'est pourquoi les deux ministres n'ont pas manqué d'apprécier et de saluer la qualité des relations entre leurs pays respectifs, notamment sur le plan politique. Il n'en demeure pas moins qu'il faut continuer à travailler pour leur renforcement. M. Dussey et son homologue se sont mis d'accord sur cet aspect très important. Le Togo aujourd'hui est dans une course contre la montre

pour son développement. Ce ne fut donc pas superflu pour les deux diplomates d'évoquer le Doing business, l'agriculture, la formation dans divers domaines, qui sont il faut le rappeler, des secteurs prioritaires du Programme national de développement (PND), le document de référence en matière de développement de notre pays pour les prochaines années. Les économies des deux pays, surtout celle du Togo ayant besoin d'être promue, les ministres Dussey et Lavrov ont convenu d'encourager les missions économiques dans leurs pays respectifs et d'étudier les possibilités

d'accroître le volume de leurs échanges commerciaux. Le Togo comme la Russie est engagé pour la paix à travers la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes, la piraterie maritime etc. Ainsi, les chefs de diplomatie Dussey et Lavrov ont salué les rôles, les initiatives et les actions de leurs pays, en particulier au sein des Nations unies en vue de la sauvegarde et du maintien de la paix en Afrique et ailleurs dans le monde. Le Togo et la Russie sont déterminés à œuvrer pour la promotion des relations économiques et commerciales justes et équitables dans le monde.



Robert Dussey et Serguei Lavrov

Très bientôt, le pays de Vladimir Poutine, l'une des puissances économiques du monde, devrait accueillir un sommet Russie-Afrique, auquel d'ailleurs le président la République togolaise, Faure Gnassingbé est invité. Un forum économique aura aussi lieu cette année dans le même

pays. La rencontre entre le professeur Robert Dussey et son homologue Russe, Sergei Lavrov, est le signe que notre pays sera en bonne place lors de toutes ces rencontres et pourra les mettre à profit pour son essor.

Edem Dadzie

Présidentielle de 2020

Nicolas Lawson est de retour dans la course pour la présidence de la République

Déjà au centre de tous les calculs depuis plusieurs mois, l'élection présidentielle de 2020 voit poindre à l'horizon de futurs challengers du candidat du parti au pouvoir, Union pour la République (Unir), qui selon le secrétaire général AKlessa Atcholé n'est autre que le chef de l'Etat Faure Gnassingbé. L'un des acteurs politiques togolais qui est souvent très singulier dans ses conceptions et approches, le président du Parti du renouveau et de la rédemption (PRR), Nicolas Lawson, annonce sa candidature pour la présidentielle de 2020.

L'information a été portée à l'intention du public jeudi dernier dans une émission sur la radio Taxi FM par l'intéressé lui-même. Il justifie cette candidature par le fait que la présidentielle de 2020 sera une occasion pour lui de sortir le Togo d'une « dictature cinquantenaire ». Nicolas Lawson, n'a rien à faire avec les élections

locales. Pour lui, cela n'en vaut pas la peine. Ses militants doivent se préparer pour la présidentielle prochaine. « Il y a des échéances qui vont venir. Je serai au rendez-vous et j'aurai besoin de vous. Je n'ai rien à foutre avec leurs locales dans les conditions actuelles. Mais en 2020, je serai là. Je vous le dis, commencez à vous préparer.

Soyez prêts, nous allons mener ce combat de façon frontale », a-t-il déclaré. Le bal des candidatures est donc ouvert et il faut s'attendre à d'autres annonces tout aussi surprenantes dans les jours à venir. Toutefois, après 2003, 2005 et 2010 où le candidat du PRR est revenu avec des résultats minables qu'il a contestés en tout cas, cette



Nicolas Lawson

occasion sera-t-elle la bonne ? Dans un an nous le saurons. Mais il faut reconnaître aussi que Nicolas Lawson prend de court la Coalition des 14 qui peine toujours à mettre en place son conclave visant à définir sa nouvelle stratégie et la conduite à tenir vis-à-vis des futurs scrutins dans notre pays. Son annonce va-t-elle précipiter les choses au sein de ce regroupement

? Même s'il faut reconnaître que le candidat du PRR pris individuellement ne représente pas une réelle menace électorale ni pour le reste de l'opposition, ni pour le pouvoir. Une action sera-t-elle menée envers monsieur Lawson pour une entente ? Ou plutôt se dirige-t-on vers la multiplication des candidatures ?

E. D.

Mise en œuvre du PND**Saint Pérégrin ou la poursuite de la refondation du système de santé togolais**

Vendredi dernier, c'était dans une grande joie que les populations de la préfecture d'Agoè Nyivé mobilisées en grand nombre ont assisté à la pose par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, de la première pierre pour la construction du tout premier hôpital de référence dans notre pays. Au-delà du caractère gigantesque de l'édifice qui va être érigé, c'est le signe que la refondation du système de santé du Togo qui a démarré il y a plusieurs mois par le processus de contractualisation, se poursuit.

Le système de santé togolais est en difficulté depuis des années. Le gouvernement lui-même en a fait un diagnostic clair, c'est pourquoi des approches de solutions sont en train d'être apportées. Outre l'insuffisance en infrastructures, en matériels et personnels on note une mauvaise gestion au niveau des finances et le manque de professionnalisme des agents. C'est d'ailleurs pourquoi le processus de contractualisation qui a d'ailleurs connu de belles avancées dès les six premiers mois poursuit son chemin.

Toutefois, tant la population que les syndicats des praticiens hospitaliers sont souvent revenus avec énergie sur le fait que le Togo souffre de manque d'hôpitaux dignes de ce nom. Si les Centres hospitaliers universitaires Sylvanus Olympio (CHU SO) et Campus (CHU Campus) ainsi que les autres centres du pays apportent déjà un soulagement non négligeable, il faut reconnaître sincèrement qu'ils sont débordés

et ne permettent pas véritablement la prise en charge d'un certain nombre de cas.

Il fallait toujours se rabattre sur l'extérieur, notamment des pays voisins et même l'occident. Cela revient excessivement « cher » témoigne Ingrid Awade, directrice générale de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Ce constat a été fait lorsque la CNSS doit évacuer des cas d'accidents de travail qu'on ne peut pas gérer sur place. C'est l'une des motivations de ce projet qui est financé par l'institution à hauteur de 17 milliards de FCFA.

Mise en œuvre du programme du gouvernement Klassou 2, centré sur le PND

On se rappelle que lors de la Déclaration de politique générale (DPG) du gouvernement Klassou 2, le Premier ministre Komi Selom Klassou a annoncé que le Togo se doterait de deux hôpitaux de référence. L'un avec la CNSS et l'autre avec des partenaires extérieurs.

Comme d'habitude, beaucoup ont qualifié le discours du chef du gouvernement de chapelet de promesses sans lendemain. Pour d'autres, le parti au pouvoir va entreprendre une opération de saupoudrage dans le but de remporter l'élection présidentielle de 2020, rien de plus. Mais quelle ne fut la surprise de tous lorsque cette annonce qui circulait comme une rumeur quelques jours auparavant, est sur le point de devenir une réalité.

Plus important encore, et c'est un détail sur lequel il convient de s'arrêter puisque les critiques en parlent souvent : l'hôpital St Pérégrin est financé entièrement par le Togo à travers la CNSS. A un moment où l'on plaide pour la réduction de la dette extérieure de nos pays et le financement sur fonds propres de notre développement, c'est un acte louable. Dans un an, des Togolais de toutes les couches sociales et même des étrangers pourront venir se soigner à St



Une vue partielle de l'hôpital St Pérégrin

Pérégrin à moindre coût. La construction de cette infrastructure s'inscrit dans le troisième axe du Plan national de développement (PND 2018-2022) qui entend consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion.

« Le rêve de tous les hôpitaux occidentaux contemporains »

L'ambitieux projet de St Pérégrin ne laisse pas indifférents les partenaires techniques du projet dont l'hôpital américain de Paris, la Société Altao, pour ne citer que ceux-là. Ces derniers disent être intéressés par un partenariat avec un centre d'une telle envergure

en Afrique. Le Dr Marc Broucqsault, président de la société Altao n'a pas pu cacher son opinion : « c'est le rêve de tous les hôpitaux occidentaux contemporains que vous êtes en train de réaliser ». Tous les observateurs seront unanimes sur cette déclaration.

En effet, le bâtiment sera construit sur une superficie de 60 000 m² dont 11 000 pour les installations hospitalières et 7 000 pour un espace hôtelier moderne destiné aux patients et à leurs familles. A cela s'ajoutent un parc et une piste hélicoptère. Vivement donc que la construction de l'hôpital St Pérégrin devienne très bientôt une réalité.

Edem Dadzie

Facilitation de la crise politique**« La médiation est terminée », note le facilitateur Nana Akufo-Addo**

Beaucoup de Togolais se demandent sûrement où en est la Cedeao avec la médiation de la crise politique qu'a connue le Togo en 2017. Selon le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, l'un des facilitateurs mandatés par la Cedeao, « la médiation est terminée ». Cette révélation a été faite dans une interview qu'il a accordée hier dimanche aux confères de Rfi, TV5 Monde et le journal Le Monde, dans l'émission Internationales

Selon le chef de l'Etat ghanéen, la recherche d'un consensus entre les acteurs politiques du Togo pour un avenir serein est en bonne voie. La facilitation de la crise sociopolitique togolaise, note le président Akufo-Addo, a pris fin avec le dernier sommet de la Cedeao. « La médiation est terminée, mais on est toujours en discussion

avec les responsables du Togo, aussi bien de l'opposition que de l'Etat pour essayer de pousser les gens vers le compromis, vers le consensus sur la façon d'aborder l'avenir du Togo », a-t-il déclaré dans l'émission « Internationales ».

Dans son interview, le président Nana Akufo-Addo s'est également prononcé sur le franc

CFA. Cette monnaie, note-t-il, peut constituer un frein pour le commerce entre les pays de l'Afrique occidentale et pour le développement de leurs économies. « J'hésite à utiliser le mot frein mais je dis que cela fait partie des problèmes structurels qu'on doit essayer de combler. Je ne dis pas que dans la zone franc, il n'y a pas d'évolution mais



Akufo Addo

si on arrive à élargir le marché, à un marché qui comprend tous ces 15 pays de l'Afrique occidentale, ce sera un marché qui sera beaucoup plus dur, profond et performant pour nous tous », a-t-il déclaré. « Nous sommes en train de négocier, de voir comment la façon dont les Nigériens,

les Guinéens, les Sierra léonais, les Gambiens et les Libériens qui ne font pas partie de la zone franc, comment on peut avoir une relation positive pour nous tous et qui fera qu'on pourra pousser nos économies », a-t-il ajouté.

Rachidou Zakari

Investissement

Un investisseur étranger « intéressé à reprendre » l'usine textile de Datcha

Une délégation togolaise composée du ministre en charge du Commerce et de l'Industrie, de la secrétaire d'Etat en charge du Climat des affaires et du président de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo, s'est rendue en début de ce mois à Paris et à Bruxelles. Cette mission a été effectuée dans le cadre du Forum Business Afrique et de l'organisation du 1er forum Togo UE. Elle a permis de rencontrer plusieurs investisseurs étrangers qui sont attirés par des secteurs d'activités au Togo. L'usine de Datcha est le point de mire de certains de ces investisseurs.



L'usine Togotex de Datcha

Selon le ministre du Commerce, de l'Industrie, du Développement du secteur privé et de la Promotion de la consommation locale Kodzo Adedze, « un investisseur est intéressé à reprendre l'usine textile de Datcha... ». Cette déclaration a été faite au cours d'une conférence

de presse sur le forum UE-Togo prévu du 13 au 14 juin à Lomé.

L'usine Togotex de Datcha est située dans la région des Plateaux. Elle a été construite par les Allemands en 1962. Les activités industrielles de cette usine ont cessé en 2001. Cette usine textile produisait des pagnes et était une référence au Togo. Une reprise de cette usine va participer à la croissance économique du pays et créer des emplois.

Plusieurs investisseurs sont attendus à Lomé pour ce 1er forum Togo-UE : 400 investisseurs

selon les organisateurs. Ce forum économique sera une opportunité d'affaires entre le secteur privé togolais et étranger. Les autorités togolaises veulent mettre à contribution les opérateurs économiques et le secteur privé afin de réussir ce Forum et leur permettre de tirer le maximum de profit. Une centaine de projets bancables sont attendus dans le cadre de ce forum. La rencontre de Lomé permettra aussi de trouver des investisseurs pour financer le Plan national de développement (PND).

Félix Tagba

Logistique

Vers la construction d'un parc logistique multiservice de plus de 50 ha à Adakpamé

Le parc logistique multiservice qui sera construit à Adakpamé, quartier situé dans la banlieue Est de Lomé permettra de désengorger le Port autonome de Lomé. L'infrastructure rentre dans le cadre du Plan national de développement (PND).

Sur le plan technique, le parc logistique multiservice d'Adakpamé sera construit sur plus de 50 hectares. « L'infrastructure sera composée d'une route dédiée avec accès au port, d'un complexe de guérite sécurisée à la limite de la zone portuaire, un espace de stationnement pour les camions, des infrastructures de base sur le site et autres installations appropriées (logistique

et centre de contrôle, bureaux, logements et restaurants) », peut-on lire sur le site de Togo Invest, la holding d'Etat qui pilote ce projet. La structure va aussi développer d'autres installations logistiques à la sortie de la ville de Lomé. Selon les informations révélées par le site d'informations Togo First, le projet serait à l'étape des études géotechniques. Les travaux de construction de ce parc logistique

multiservice devraient commencer dans les prochains mois. « ... Nous pouvons confirmer que les études géotechniques sont en cours sur le site, avec un financement français, et dans quelques mois, les travaux pourront démarrer », a confirmé à Togo First, Kanka-Malik Natchaba, coordonnateur de la Cellule présidentielle d'exécution et de suivi des projets prioritaires (Cpes). Le projet nécessite à



Un parc logistique multiservice

terme des investissements compris entre 40 et 60 millions de dollars. Ce parc permettra de résoudre le problème de parkings anarchiques.

Le trafic de camions augmente de jour en jour. De 111 636 en 2017, ce trafic est passé à 72 630 camions au premier semestre 2018.

F.T.

Politique et stratégie industrielle du Togo

Vers l'élaboration d'un nouveau document

Un nouveau document sur la politique et la stratégie industrielle du Togo sera bientôt produit par le ministère du Commerce, de l'Industrie, du Développement du secteur privé et de la Promotion de la Consommation locale. Un atelier de six jours a rassemblé la semaine dernière à Notsè des experts de différents secteurs.

Ont pris part à cet atelier d'élaboration des représentants des ministères de l'Industrie, du Commerce, des Mines et Energie, de l'Agriculture, de l'Enseignement professionnel, de l'Environnement, des Finances, de la Planification et du Secteur privé. Cet atelier permettra de mettre à jour et d'améliorer le

document de politique et de stratégie industrielle du Togo élaboré en 2013. Le nouveau document devrait prendre en compte les objectifs actuels du Togo à l'heure de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND).

L'élaboration de ce document a pour objectif d'améliorer la contribution du secteur industriel à la

croissance économique et à la création d'emplois.

Le nouveau document de politique et stratégie industrielle du Togo va permettre à l'Etat d'avoir une vision claire des actions à engager et des axes prioritaires a indiqué Luciano Fewou, coordonnateur du Projet d'appui à la mobilisation des ressources et au



Le document va améliorer la contribution du secteur industriel à la croissance du pays

renforcement des capacités institutionnelles (Pamoci). Ainsi, les autorités vont assurer le pilotage optimal du département chargé de l'industrie, promouvoir la qualité des produits industriels

pour leur compétitivité et promouvoir aussi le développement industriel et l'agro-business. Le document permettra aussi de faire l'état des lieux de l'industrie au Togo.

F.T.

Union africaine

Vers le lancement de la Zone de libre-échange africaine

Le chef de l'Etat égyptien Abdel Fattah al-Sissi a pris officiellement la présidence de l'Union africaine (UA), lors de la cérémonie d'ouverture du récent sommet de l'institution. Au menu duquel figurent la poursuite des réformes institutionnelles de cette organisation comptant 55 membres, l'établissement de la Zone de libre-échange continentale (Zlec) et les crises traversant le continent. L'Egyptien s'est d'ores et déjà engagé à poursuivre certains efforts déployés par son prédécesseur, Paul Kagamé, à commencer par la Zlec, un des projets clés de l'UA pour renforcer l'intégration du continent.

La genèse de l'initiative Zlec



L'Union africaine

En 2012, lors du 19ème sommet de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, des dirigeants africains s'étaient engagés à accélérer les efforts d'établissement d'une Zlec, à l'horizon 2017. L'ouverture des négociations pour la mise en place de cette Zlec a été décidée en juin 2015 à Johannesburg où s'est tenu le 25ème sommet de l'UA. L'entame de ces pourparlers intervenait cinq jours après le lancement, au Caire, de la zone de libre-échange tripartite, une entente de coopération et d'intégration interrégionales entre 26 pays du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa), de la Communauté Est-africaine (EAC) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). En plus d'être le plus grand bloc économique du continent, la

Zle tripartite constitue, pour les dirigeants africains, un préalable au processus de création de la Zlec, officialisée ce 21 mars 2018 après la signature, par 44 pays, d'un Accord cadre.

Albert Muchanga, commissaire au Commerce et à l'Industrie de la Commission de l'UA, a souligné que « La tâche la plus immédiate après la signature des instruments juridiques sur la création de la Zlec serait d'assurer sa ratification par les Etats membres ». Ainsi, les signataires doivent à présent faire ratifier l'accord par leurs parlements nationaux. Pour qu'il entre en vigueur, il faudra au moins 22 ratifications. Les dirigeants africains souhaitent parvenir à une ouverture effective de la Zlec d'ici janvier 2019.

Zone de libre-échange africaine, une course pour un idéal

Lors du sommet extraordinaire de l'Union africaine qui s'est tenu le 21 mars 2018 à Kigali, au Rwanda, devrait être ratifié l'accord de la

Zone de libre-échange africaine par 22 pays membres, sur les 44 ayant signé l'accord au départ. Depuis, 5 autres pays ont signé l'accord, dont l'Afrique du Sud,

qui avait pourtant été réticente lors de la mise en place de la Zleca. Aujourd'hui, 19 pays ont ratifié cet accord, et il ne reste que 3 ratifications pour que l'accord de libre-échange devienne une réalité, sur le plan théorique. Les avancées sont notées dans le cadre du projet de création d'une Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca) par l'Union africaine. Le dernier sommet de l'Union africaine a pris la décision sur son entrée en vigueur « dans les semaines à venir ». Explications. Selon Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine s'exprimant lors de la 34ème session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine, la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca) sera une réalité « dans les semaines à venir ». Il faut reconnaître que des avancées notables ont été enregistrées sur ce projet de création de la plus vaste zone de libre-échange du monde en terme de pays concernés (54 Etats). En effet, pour entrer en

rythme actuel des ratifications, l'on peut anticiper l'entrée en vigueur de l'accord dans les semaines à venir», s'est réjoui Moussa Faki Mahamat. Par ailleurs, le président en exercice de l'Union africaine, le sortant Paul Kagame, a émis le vœu que les autres pays qui n'ont pas signé l'accord de la Zleca puissent le faire rapidement. Parmi ces 5 pays, figurent le Nigéria, la première puissance économique et démographique du continent africain, un pays très peu porté sur les accords de libre-échange. Outre le Nigéria, le Bénin et l'Erythrée aussi n'ont pas, eux non plus, aussi signé cet accord. Une fois les ratifications nécessaires acquises, il faudra aussi se pencher sur le volet pratique de la création de cette zone de libre-échange. A ce titre, le président de la Commission de l'Union africaine a souligné la nécessité que « les engagements internationaux souscrits par certains Etats membres avec des parties tierces ne contredisent pas les dispositions de cette zone



Robert Dussey lors de la présentation du rapport

vigueur, cet accord signé lors du sommet extraordinaire de l'Union africaine qui s'est tenu le 21 mars 2018 à Kigali, au Rwanda, devrait être ratifié par 22 pays membres, sur les 44 ayant signé l'accord au départ. Depuis, 5 autres pays ont signé l'accord, dont l'Afrique du Sud, qui avait pourtant été réticente lors de la mise en place de la Zleca. Aujourd'hui, 19 pays ont ratifié cet accord, et il ne reste que 3 ratifications pour que l'accord de libre-échange devienne une réalité, sur le plan théorique. « Au

de libre-échange». En outre, Moussa Faki Mahamat a soutenu que la réalisation des objectifs de libre-échange suppose aussi que « nous progressions plus rapidement sur le Marché unique pour le transport aérien et le Protocole sur la liberté de circulation des personnes [ainsi que] le passeport africain ». Rappelons que le projet de la Zleca va permettre la création d'une zone de libre-échange unique de plus de 1,2 milliard de consommateurs. Les retombées attendues sont indéniables.

Cette zone devrait contribuer à faire passer le commerce intra-africain de 18% actuellement à 51% à l’horizon 2022.

Source: Togo Times

La Zlec le risque d’être prise entre entrave et désaveu



Sommet de l’UA à Kigali en mars 2018

Le 18 mars 2018, le président nigérian Muhammadu Buhari a annoncé qu’il ne se rendrait pas à Kigali pour signer l’accord sur la Zlec. L’absence du Nigéria, l’une des premières économies du continent – de la signature de cet Accord porte un coup à l’entrain autour de ce projet. M. Buhari qui était attendu dans la capitale rwandaise, a dû faire machine arrière sous la pression de « certains actionnaires nigériens » qui ont affiché leur réticence vis-à-vis des conditions de cet accord, rapporte l’AFP qui cite un communiqué de la présidence nigériane. Toutefois, « l’un des aspects les plus préoccupants sera de voir comment ces négociations pourront être conciliées avec les Accords de partenariat économique (Ape) entre l’Union européenne et les États membres africains dans différentes configurations régionales », alerte l’étude exploratoire sur la conception de la Zlec réalisée en mai 2016 par la Commission économique des Nations unies pour l’Afrique. Selon Jacques Berthelot, économiste, spécialiste des politiques agricoles européenne et africaine, « La Zlec pourrait être crédible en 2063 mais avant il faut consolider pendant plus d’une génération les communautés économiques régionales comme la Cedeao, l’EAC...pour en faire non seulement de vrais marchés communs au plan économique mais aussi aux plans monétaire, fiscal, social, environnemental », a-t-il indiqué, interrogé par Africa Check.

Jacques Berthelot rappelle que même l’Union européenne (UE) « n’a pas encore réussi à accomplir cela, plus de 60 ans après le Traité de Rome (1957), alors qu’elle a utilisé un tiers de son budget aux fonds structurels et de cohésion qui ont permis aux Etats-moins développés (Grèce, Portugal, Espagne notamment) dans l’UE à 15, puis les pays entrés depuis 2004 de réduire leur écart de niveau de vie et de compétitivité avec celui de l’UE15 ». « Ainsi la Pologne est le plus gros bénéficiaire net du budget européen. Or, aucun mécanisme politique de ce genre n’est prévu pour la Zlec. Sans un minimum de redistribution entre Etats africains, les tentatives d’intégration purement commerciales ne feront que marginaliser les Etats et régions les moins compétitifs et créeront les révoltes sociales », martèle l’économiste. En outre, ajoute-t-il, ce sont les multinationales étrangères, dont certaines de l’UE, qui dominent déjà les investissements en Afrique. Dans cette situation, la baisse des droits de douane appauvrira tous les Etats, a fortiori les moins développés. Sur l’absence du Nigéria à la signature de cet accord, Jacques Berthelot juge que « le Nigéria a fait preuve de lucidité et de courage politique, comme de démocratie en écoutant à la fois ses entreprises et ses syndicats et tous les Etats qui vont signer (l’accord de) la Zlec envoient un très mauvais message quant à leur capacité de ne pas signer et mettre en oeuvre les Ape (Accords

de partenariat économique) puisque les pertes de droits de douane dues à la Zlec seraient supérieures à celles dues aux Ape, a fortiori si le projet de constituer une Union douanière continentale prévue pour 2019 était confirmé ».

Source : le Mali dans le web

La Zlec : stimuler et renforcer les échanges commerciaux intra-africains



L’Afrique avec tout le circuit possible

Le but principal de la Zlec, un des « projets phares » de l’Agenda 2063 de l’UA, est de «stimuler les échanges commerciaux intra-africains ». En clair, elle « contribuera à renforcer la résilience des économies africaines aux chocs extérieurs, à améliorer la compétitivité des produits industriels de l’Afrique en exploitant les économies d’échelle d’un grand marché continental », renseigne le document cadre de l’Agenda 2063 de l’UA. Il s’agit aussi, grâce à cette Zlec, d’« augmenter la profondeur et l’ampleur de la diversification grâce à la spécialisation géographique et à la transformation de la capacité du continent à répondre à ses besoins

d’importation de l’intérieur de l’Afrique, ainsi qu’à promouvoir la sécurité alimentaire grâce à la réduction du taux de protection commerciale des produits agricoles entre les pays africains ». La Zlec devra aboutir, d’ici 2028, à la création d’un Marché commun, et d’une Union économique et monétaire en Afrique incluant donc les huit Communautés économiques régionales (Cer) de l’UA. Les 55 membres de l’UA sont concernés par cette zone de libre-échange. L’UA estime la taille du marché à l’intérieur de la Zlec à plus de 1,2 milliard de personnes avec un PIB cumulé de 2.500 milliards de dollars, soit 2500 fois 500 milliards de francs CFA.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

ACHETEZ & LISEZ désormais

togomatin

sur

www.monkiosk.com

ou

sur le portail

www.alome.com

Blague du jour

Un jeune mari rentre le soir chez lui, et sa femme lui saute au cou en lui disant : "Chéri, j'ai une grande nouvelle ! Je suis en retard d'un mois... Je crois que nous allons avoir un bébé ! J'ai fait le test chez le médecin aujourd'hui, mais tant qu'on n'en aura pas la certitude, on n'en parle à personne." Le jour suivant, un contrôleur de la CEET sonne chez elle car ils n'ont pas payé leur dernière facture d'électricité.

- Vous êtes bien Madame Wamba ?

- Oui, monsieur.

- Madame, vous avez un mois de retard.

- Comment le savez-vous ? Dit la jeune femme.

- Mais Madame, c'est inscrit sur nos registres.

- Qu'est-ce que vous dites ? C'est inscrit....sur vos registres !!!!!

- Absolument.

Le soir, elle raconte cela à son mari qui, fou de rage, se précipite dès le lendemain aux bureaux de la CEET.

- Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? hurle-t-il. Vous inscrivez dans vos registres que ma femme à un mois de retard ? De quoi vous mêlez-vous ?

- Écoutez, dit le contrôleur, calmez-vous. Ce n'est pas bien grave. Vous n'avez qu'à l'acquitter et on n'en parle plus...

- La quitter ? Il n'en est pas question ! Je ne la quitterai jamais, ni maintenant ni plus tard ! M. Wamba est tout enragé.

- Dans ce cas, je vous préviens, lui répond le responsable de la CEET, si vous refusez de l'acquitter, on va vous couper ça.

- Quoi ? Me le couper ? Mais qu'est-ce que deviendra ma femme ? Comment elle s'y prendra ?

- Je ne sais pas.... Elle n'aura qu'à se servir d'une bougie.

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Photo du jour



Que vous inspire la photo ci-dessus?

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

Pharmacies de garde de Lomé du 11 au 18 / 02 / 2019

Ste RITA	Doulassamé	22 20 90 16
BON PASTEUR	38,Av. Libération	22 21 13 67
N-D de MEDJ	Bd du 13 Jan	22 35 20 02
CRISTAL	Bd H. Boigny	22 20 90 91
CHATEAU D'EAU	BE	22 21 57 51
EMMANUEL	Kodjoviakopé	22 21 30 98
St KISITO	Bd. de la Kara	22 21 99 63
AVE MARIA	CHU Tokoin	22 22 33 01
PROSPERITE	Bd Eyadéma	23 38 84 25
PEUPLE	Marché NUKAFU	22 26 84 22
GBEZE	Bd Jean Paul II	22 26 32 61
NOTRE DAME	Hedzranawoe,	96 32 97 51
KOUESSAN	Kegué	96 80 10 01
FIDELIA	Bè-Kpota,	22 71 95 95
SARAH	Adakpamé	22 27 09 25
ELI-BEREC	Adidogomé	99 91 13 42
LA REFERENCE	Adidogomé	22 51 12 12
BONTE	Route de SEGBE,	93 95 80 78
ENOULI	Agbalepedogan	22 25 90 68
Notre Dame de	LOURDES	22 55 19 64
SOLIDARITE	Total Totsi	22 50 37 07
JAHNAP	Djidjolé-Gakli,	22 51 22 86
ORCHIDEE	LLEO 2000	22 51 30 40
APOLLON	Avédji	70 41 01 07
LA GRÂCE	SUN AGIP Agoè	22 25 91 65
ESPACE VIE	Agoè Logopé	99 85 89 07
VITAS	Agoè Assiyéyé	22 25 63 43
MAWUNYO	Agoè-Sogbossito,	70 42 34 64
TAKOE	Zongo (côté opposé)	22 34 03 42
BAGUIDA	Baguida	70 42 47 77
La FLAMME D'AMOUR	Agodeke	70 45 70 14

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des États-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Festival Sica

Le tandem Toofan toujours et encore !

La 13ème édition du Festival « Stars de l'intégration culturelle africaine (Sica) », prévue en avril prochain, au Palais du peuple de Conakry (Guinée), se prépare activement. En termes d'innovation, le comité d'organisation prévoit, cette année, un géant concert baptisé « Grand concert de l'intégration ». En tête d'affiche, le plus chaud duo de l'Afrique de l'Ouest, les Toofan du Togo.

Le choix de Master Just et Barabas n'est pas nullement un fruit de hasard. « Chaque année on essaie d'inviter des guest stars pour soutenir le festival, les années passées, nous avons eu King Mensah et Richard Flash. Cette année, nous invitons le groupe africain qui reste constant au niveau de la musique urbaine depuis des années », a martelé Wassi Ally, le promoteur de l'évènement. L'objectif fondamental que

s'est assigné le comité du Festival Sica, est de promouvoir les talents africains qui travaillent sur les recherches musicales d'inspirations traditionnelles, dans un cadre formel. D'autres activités sont prévues dans le cadre de ce festival, notamment des conférences débats, des concerts live, des colloques internationaux, et un dîner de gala. Environ vingt-quatre pays africains sont attendus

pendant ce festival. On pourrait citer les pays comme la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Gabon, le Ghana, la Guinée équatoriale, la Guinée-Bissau, le Mali et le Togo. Toofan est un groupe musical fondé en 2005 au Togo qui s'est servi de l'instrumental pour imposer un nouveau concept dans la musique ouest-africaine : le « cool-catché. Ce duo est



Toofan

également connu pour un nouveau concept baptisé « Gwéta » en 2013. Le groupe Toofan a à son actif de nombreuses nominations. Le duo a été nommé aux « Kora Musicale Award 2009 » dans la catégorie « meilleur groupe espoir ».

Le célèbre duo togolais, les « Toofan » ont accroché à leur palmarès en 2018, deux distinctions à l'instar du « Meilleur groupe africain » et du « Meilleur artiste francophone », lors de la 5ème édition des Afrimma.

N. E.

Bracelet à la cheville

Entre la mode et la culture

Toutefois discrètes et glamours, les chaînes de chevilles ornent les pieds des jeunes filles, des femmes et même ceux des hommes. Ces bracelets prennent de multiples apparences, sont confectionnés avec divers matériaux et offrent des looks très différents les uns des autres. Néanmoins, d'où vient l'habitude de porter cet ornement ?

Bien souvent, la société aux multiples principes regarde d'un mauvais œil, ces femmes qui portent les chaînes de chevilles. Elles sont souvent considérées comme des personnes aux mœurs légères. En plus d'être à la mode, le port des chaînes de cheville constituerait une culture dans certaines contrées. Porter une chaîne à la cheville est une habitude qui remonte à l'Egypte Antique. Des parures constituées de bracelets de cheville ornés de

pierres précieuses et de bagues d'orteil ont ainsi été retrouvées sur de nombreux sites archéologiques.

En Inde, porter des bijoux aux pieds est une habitude solidement ancrée, essentiellement chez les femmes. En Asie comme en Afrique, les bracelets de cheville sont habituels : ils ornent les pieds des danseuses et les accompagnent des tintements de leurs breloques, ils complètent les tenues d'apparat,

ils servent de signe d'appartenance à une tribu ou à une communauté... C'est à la fin du 20e siècle que l'Occident, à commencer par les Etats-Unis, adopte ces bijoux. Dans les années 90, les chaînes de cheville sont à tous les pieds. Et depuis, elles n'ont plus vraiment quitté les boîtes à bijoux. Bijoux à la cheville, quelle signification ? On prête de nombreuses significations au port du bracelet de cheville. Il est par exemple adopté en signe d'appartenance



Une chaine à la cheville

à un groupe. Au siècle précédent, en Occident, on considérait qu'une femme qui portait un tel ornement se montrait ainsi « disponible », même si elle arborait par ailleurs une alliance. De nos jours,

le bracelet à la cheville n'a plus vraiment de signification particulière, si ce n'est qu'il dénote une certaine attention pour son style et son apparence.

Nadia Edodji

Lire

«Madame Bovary » de Gustave Flaubert. Ed du centenaire. Paris, 1929 Pp 55-57

« ...Les conviés arrivèrent de bonne heure dans des voitures, carrioles à un cheval, chars à bancs à deux roues, vieux cabriolets sans capote, tapissières à rideaux de cuir, et les jeunes gens des villages les plus voisins dans des charrettes où ils se tenaient debout, en rang, les mains appuyées sur les ridelles pour ne pas tomber, allant au trot et secoués

dur. Il en vint de dix lieues loin, de Goderville, de Normanville, et de Cany. On avait invité tous les parents des deux familles, on s'était raccommodé avec les amis brouillés, on avait écrit à des connaissances perdues de vue depuis longtemps. De temps à autre, on entendait des coups de fouet derrière la haie ; bientôt la barrière s'ouvrait : c'était une carriole qui entrait. Galopant jusqu'à la première marche du perron, elle s'y arrêta court, et vidait son monde, qui sortait par tous les côtés en se frottant les genoux et

en s'étirant les bras. Les dames, en bonnet, avaient des robes à la façon de la ville, des chaînes de montre en or, des pèlerines à bouts croisés dans la ceinture, ou de petits fichus de couleur attachés dans le dos avec une épingle, et qui leur découvraient le cou par derrière. Les gamins, vêtus pareillement à leurs papas, semblaient incommodés par leurs habits neufs (beaucoup même étreignèrent ce jour-là la première paire de bottes de leur existence), et l'on voyait à côté d'eux, ne soufflant mot dans la robe

blanche de sa première communion rallongée pour la circonstance, quelque grande fillette de quatorze ou seize ans, leur cousine ou leur sœur aînée sans doute, rougeaude, ahurie, les cheveux gras de pommade à la rose, et ayant bien peur de salir ses gants. Comme il n'y avait point assez de valets d'écurie pour dételier toutes les voitures, les messieurs retroussaient leurs manches et s'y mettaient eux-mêmes. Suivant leur position sociale différente, ils avaient des habits, des redingotes, des vestes, des habits vestes : - bons

habits, entourés de toute la considération d'une famille, et qui ne sortaient de l'armoire que pour les solennités ; redingotes à grandes basques flottant au vent, à collet cylindrique, à poches larges comme des sacs ; vestes de gros drap, qui accompagnaient ordinairement quelque casquette cerclée de cuivre à sa visière ; habits-vestes très courts, ayant dans le dos deux boutons rapprochés comme une paire d'yeux, et dont les pans semblaient avoir été coupés à même un seul bloc, par la hache du charpentier... »

Madagascar

Des proches de l'ancien président aux arrêts

Elu après un scrutin où il a mis hors course dès le premier tour le président sortant, Andry Rajoelina semble avoir les proches de son prédécesseur dans son viseur. En moins d'une semaine, le régime d'Andry Rajoelina a neutralisé d'importantes figures faisant partie de l'entourage du chef de l'Etat sortant Hery Rajaonarimampianina.

Après Hugues Ratsiferana, Mbola Rajaonah a été interpellé mercredi 13 février sur le parking d'un supermarché de la capitale malgache. Il a été placé en garde à vue dans les locaux de la brigade criminelle. Ancien conseiller du président sortant, M. Mbola est surtout connu pour ses activités d'homme d'affaires, en particulier dans le transit portuaire à travers sa société Tafariy. Il faisait l'objet d'une enquête du Bianco, le bureau indépendant

anticorruption, depuis juillet 2017 pour des faits présumés de corruption.

Cette arrestation intervient également après celle, toute aussi musclée, d'Eddy Maminirina au centre commercial La City à Antananarivo, mardi 12 février, par des policiers d'élite de l'Unité d'intervention rapide (UIR). Cet opérateur de bois de rose, cité sur la liste des trafiquants de cette essence précieuse que l'ancien Premier ministre Jean-Omer



Andry Rajoelina

Beriziky avait remise à Hery Rajaonarimampianina en 2014, était en cavale depuis septembre 2017. L'homme était sous le coup

d'un mandat d'arrêt émis par le tribunal spécial de lutte contre le trafic de bois précieux et d'un avis de recherche émis par le

Bianco. Ces arrestations semblent en tout cas indiquer que le nouveau président Andry Rajoelina a décidé de frapper fort dès le début de son mandat pour donner des gages de sa volonté de lutter contre la corruption. Dans une interview accordée au quotidien Les Nouvelles mercredi 13 février, le nouveau ministre de la Justice, Jacques Randrianasolo, avait indiqué que les dossiers « Mbola Rajaonah et Hugues Ratsiferana ne connaîtraient aucune impunité ». M. Ratsiferana, dont le procès a eu lieu mercredi 12 février, attend, en prison, le verdict qui devrait être rendu le 19 février. Sa demande de liberté surveillée lui a été refusée.

T.M.

Nigéria / Report des élections

Le président de la Commission électorale endosse la responsabilité

Le président de la Commission électorale indépendante du Nigeria (INEC) a déclaré assumer la « totale responsabilité » du report de l'élection présidentielle de samedi, niant toute « interférence politique ».

« Cela n'a rien à voir avec des problèmes de sécurité, d'interférence politique ou de manque de moyens », a déclaré Mahmood Yakubu, président de l'INEC lors d'une réunion retransmise en direct sur une télévision locale. Il a ajouté qu'il assumait la « totale responsabilité » du retard logistique pris sur la préparation des élections, alors que les deux principaux partis en lice – le Congrès des Progressistes (APC, au pouvoir) et le Parti Populaire Démocratique (PDP) – s'accusent mutuellement de « sabotage ». « Je suis certain qu'au final, cette décision très douloureuse va dans l'intérêt de notre pays et de notre démocratie », a souligné M. Yakubu. A quelques heures seulement de l'ouverture du scrutin prévu ce samedi, l'INEC a annoncé le report de la

présidentielle, faisant état de problèmes logistiques après une réunion d'urgence en pleine nuit. Les élections présidentielle et législatives sont désormais fixées au 23 février, selon l'INEC. Près de 84 millions d'électeurs – soit une hausse de 18% par rapport à 2015 – étaient attendus dans les 120 000 bureaux de vote dans le pays qui devaient ouvrir dès 7h du matin. Autre enjeu de ce vote, les 360 sièges de la Chambre des représentants et les 109 du Sénat devaient être également renouvelés. Selon Mahmood Yakubu, les problèmes de logistique étaient « énormes » dans ce pays de 190 millions d'habitants, qui manque cruellement d'infrastructures et où l'électricité reste sporadique, voire inexistante dans de nombreuses régions.

Jeuneafrique.com

Côte d'Ivoire / Comité politique et le groupe parlementaire Rassemblement

La nébuleuse Soro se met en place pour 2020

Parti de la présidence de l'Assemblée nationale il y a à peine une semaine, Guillaume Soro semble positionner ses cartes pour 2020. Et même s'il ne veut pas officiellement se déclarer candidat pour la présidentielle de 2020, l'ancien président de l'Assemblée nationale ivoirienne fait tout pour le faire croire. Du « Comité politique », outil de réflexion stratégique qu'il vient de créer, au groupe parlementaire « Rassemblement » auquel il a adhéré après sa démission, en passant par le Raci qui s'est mué en parti politique, Guillaume Soro a tout l'air du candidat-opposant déclaré à Alassane Ouattara pour la présidentielle de 2020.

Peut-être, l'enfant prodige est en train de tâter le terrain, tout comme un ballon d'essai que l'on envoie juste quand on veut tester l'efficacité d'une nouvelle trouvaille, en science. Guillaume Soro évite, devant les journalistes qu'il a convoqués, les questions liées à sa candidature pour la présidentielle de 2020. Mais a-t-on vraiment besoin de confirmation de sa part pour être persuadé de l'existence d'une nébuleuse dont les nuages commencent d'ailleurs par se dissiper ?

A peine avait-il rendu le tablier de la présidence de l'Assemblée nationale que Guillaume Soro a sauté dans un groupe parlementaire dénommé « Rassemblement ». Etonnante coïncidence, car ce nom est très proche du mouvement dont il est le président d'honneur, le Rassemblement pour la Côte d'Ivoire (Raci), devenu parti politique de l'opposition depuis ce 17 février 2019. Plutôt que de prendre les



Guillaume Soro

rênes du Raci, Guillaume Soro crée la veille du 17 février, un « Comité politique », un outil qui, selon lui, a pour mission de mener des réflexions sur les grandes questions d'intérêt national, de proposer des instruments et des cadres de promotion de la démocratie, de consolidation de l'Etat de droit et l'affermissement des valeurs républicaines. Voilà qui est presque clair

désormais. Tout repose maintenant sur la stratégie que l'ancien chef des forces nouvelles compte adopter pour prendre la tête de la Côte d'Ivoire, car telle est son ambition. Une ambition qu'il cache désormais assez mal, avec les rencontres qu'il programme déjà, avec l'ex-président Gbagbo et le président du PDCI-RDA, Henri Konan Bédié.

Alexandre Wémima

Programme des Nations Unies pour le développement



Avis de publication de recrutement

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Togo lance un avis de publication de recrutement aux postes suivants et avec leurs liens d'accès :

- Poste de Responsable de l'Expérimentation - Niveau NOB

Lien d'accès : <http://www.tg.undp.org/content/togo/fr/home/jobs.html>

- Poste de Responsable de la Cartographie – Niveau NOB

Lien d'accès : <http://www.tg.undp.org/content/togo/fr/home/jobs.html>

- Poste de Responsable de l'Exploration – Niveau NOB

Lien d'accès : <http://www.tg.undp.org/content/togo/fr/home/jobs.html>

Les dossiers de candidature doivent être postés sur ledit site.

La date de clôture des candidatures est 25 février 2019.

NB : Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Toutes les candidatures sont à soumettre en ligne sur eRecruit. Aucun dossier physique déposé au Bureau du PNUD ou sur le Registry ne sera considéré.



1^{ère} Banque au TOGO
Certifiée ISO 9001 : 2015

Certificat N° FS703571

Qualité de service, notre engagement

Merci pour votre confiance.

La Banque Autrement
www.corisbank.tg

